15 16 17 JUIN

RIUESS

- XIe RENCONTRES du RIUESS -
Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire

POITIERS
Faculté de Droit et des Sciences sociales
Faculté de Sciences économiques

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET LE TRAVAIL

L'ESS comme alternative aujourd'hui : Réparer son double oubli de la Critique et du Travail

Hervé Defalvard
Paris Est, Erudite

http://www.riuess.org/

XIe Rencontres du RIUESS
(Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire)
à Poitiers du 15 au 17 juin 2011
www.riuess.org

« L'Economie sociale et solidaire et le Travail »

L'ESS comme alternative aujourd'hui : Réparer son double oubli de la Critique et du Travail

Hervé Defalvard, Paris Est, Erudite

Résumé

La gravité de la crise, rappelant la « grande crise » de 1929, que traverse le capitalisme depuis l'effondrement en 2007 des crédits « subprime », a réanimé et nourri les débats sur l'ESS comme alternative au capitalisme libéral. Ceux-ci, par rapport aux alternatives pionnières du XIXe siècle, marquent deux différences. D'une part, ils ne se basent quasiment jamais sur une Critique de la théorie économique libérale dont J. Stiglitz (2010) a pourtant montré le rôle dans la survenue de la crise financière. D'autre part, ils ne placent jamais comme centrale la question du travail en régime capitaliste. Dans une première partie, en relisant P. Buchez, K. Marx et P.-J. Proudhon, nous montrons que leurs alternatives au capitalisme se nourrissaient d'une Critique de l'Economie politique et dessinaient un travail émancipé. Dans une seconde partie, nous proposons de réparer l'oubli actuel de la Critique et du Travail en développant deux modèles critiques de la théorie libérale, fondés l'un sur la firme autogérée et l'autre sur la mutualité.

Classification JEL : B15, B51, D21, D63

Introduction

Au départ de cette étude, nous avions deux interrogations à propos des débats récents sur l'ESS comme alternative au capitalisme, débats suscités par la crise financière puis sociale de ce dernier. La première interrogation portait sur l'aspect théorique de l'alternative. Plus précisément, quelles théories l'ESS se propose t-elle de substituer à la théorie économique orthodoxe dont J. Stiglitz (2010) a montré le rôle dans la survenue de la crise financière. En effet, dans les débats engagés à propos de l'ESS comme alternative, nous trouvons surtout des références aux organisations de l'ESS comme autant de modèles empiriques différents pour l'économie. L'ouvrage dirigé par J.-F. Draperi (2009), *L'année de l'ESS, une alternative en temps de crise*, illustre bien cette tendance. La seconde interrogation touchait la place du travail dans l'ESS comme alternative. En quoi l'ESS propose t-elle pour les travailleurs un modèle différent du modèle du travail dans le régime capitaliste? Cette interrogation était liée à notre lecture des théories de l'ESS au XIXe siècle dont les alternatives au capitalisme qu'elles proposèrent accordaient au travail une grande place. Par différence, dans les débats actuels surtout centrés sur la gouvernance associative ou sociétaire, la place des travailleurs semble quelque peu laissée en retrait[1].

Suite à cette double interrogation, nous avons conduit une recherche en deux étapes dont chacune est seulement exploratoire. La première opère un retour sélectif sur les alternatives au capitalisme que la question sociale au XIXe siècle a fait naître. Trois auteurs ont été relus – P. Buchez, K. Marx et P.-J. Proudhon – au travers d'extraits choisis de leurs œuvres. Cette exploration nous a conduit à proposer une grille d'analyse de ces alternatives qui croise deux dimensions à travers lesquelles ces alternatives se construisent. D'une part, la relation qu'elles établissent entre la critique de la théorie économique (ou des économistes) et l'alternative théorique qu'elles développent sur cette base critique. Cette relation dessine en quelque sorte l'axe théorique des alternatives. D'autre part, les références qu'elles font aux pratiques des capitalistes en contre point desquelles sont envisagées les nouvelles pratiques et organisations pour une autre économie. Cette voie dessine l'axe empirique des alternatives au capitalisme. A la croisée de ces deux axes, les alternatives développées chez ces trois auteurs accordent une place importante à la question du travail dont l'enjeu est la réalisation de l'autonomie des travailleurs en lieu et place de son exploitation capitaliste.

[1] Donnons un seul exemple significatif de cet oubli : dans une tribune de près de 1 000 mots publiée le 25 avril 2010 dans Rue89 et intitulée, *L'économie sociale, la bonne alternative au capitalisme* ?, T. Jeantet et J. Matouk ne mentionnent jamais le mot travail.

A leur aune, et ce fut la deuxième étape de notre exploration, comment penser une alternative au capitalisme qui, en faisant de l'autonomie des travailleurs sa priorité, se place de nouveau sous l'héritage – qui sera aussi leur actualisation – des alternatives au capitalisme du XIXe siècle ? Dans notre réponse, nous avons privilégié l'axe théorique en proposant deux critiques de la théorie économique dominante conduisant à développer deux modèles théoriques alternatifs, celui de la firme autogérée et celui de l'équilibre général concurrentiel mutualiste. Ces deux essais théoriques offrent des repères pour aborder les formes empiriques de l'ESS. A partir de ceux-ci, il est possible de considérer une gradation de formes économiques plus ou moins distantes de la forme capitaliste et/ou libérale de l'économie.

1. Le travail dans trois alternatives du XIXe siècle

Avec le déploiement du capitalisme - fin XVIIIe début XIX – dans le sillage de la première révolution industrielle (Cl. Jessua, 2006), naît aussi la question sociale dont Sismondi (1919) fut l'un des premiers économistes a formulé les termes en même temps qu'une critique de l'Economie politique. En résumant, le capitalisme libéral du premier XIXe siècle montre déjà sa dualité qui le voit créer et augmenter les richesses dans le cercle des nations tout en créant de la misère pour une partie de la population. Richesse des nations et misère ouvrière, tels sont les termes de la question sociale au XIXe siècle qui fut largement le berceau de l'ESS. Notre relecture des auteurs qui proposèrent des alternatives au capitalisme libéral, dégage un point qui leur est commun au-delà de leurs différences. Ce dernier réside dans la critique de l'Economie politique sur laquelle toutes se basent. C'est une des grandes différences avec les débats actuels dans lesquels l'ESS comme alternative se nourrit peu – voire jamais – d'une critique de la théorie économique dominante. Là réside peut-être l'explication de leur déficit en tant que théorie économique.

Par rapport à notre grille d'analyse (cf. tableau 1 ci-dessous) utilisée pour restituer de manière exploratoire les trois alternatives proposées au milieu du XIXe par P. Buchez, K. Marx et P.-J. Proudhon, la critique de l'Economie politique constitue la première station.

Tableau 1 : Le point de départ des alternatives au XIXe siècle

	Critiques du capitalisme	Alternatives au capitalisme
Théories économiques	Critique de l'Economie politique	
Pratiques et organisations économiques		

1.1 Le travail exploité de l'Economie politique (anglaise)

Chez les nombreux auteurs de l'ESS au XIXe siècle dont C. Ferraton (2007) offre une galerie raisonnée, nous retrouvons au point de départ de leurs alternatives une critique de l'Economie politique. Chez nos trois auteurs choisis, elle se présente selon des voies différentes mais toujours avec une place substantielle accordée au travail.

Pour P. Buchez, issu du saint simonisme, sa critique de l'Economie politique anglaise tient d'abord à la responsabilité qu'il lui impute. Pour lui, le discours de cette dernière est à l'origine de la division en classe de la société entre, d'un côté, les propriétaires peu nombreux et, de l'autre côté, la foule des travailleurs. Dans cette division en classe légitimée et donc propagée par l'Economie politique s'enracine la pauvreté des seconds (cf. C. Ferraton, op.cit., p. 55-56). C'est ici le rôle performatif de la théorie économique que dénonce P. Buchez où le dire de la théorie économique revient à faire la société. Un ensemble de travaux réunis par F. Cochoy et M. Grossetti (2008) montrent toute l'actualité de ce rôle performatif de la théorie économique. Selon nous, cette spécificité de la théorie économique est à rattacher, au moins pour les XVIIIe et XIXe, à sa nature de science morale ou d'Ethique qu'elle avait à son commencement (cf. F. Vergara 2002, H. Defalvard, 2011).

Plus précisément, la critique de P. Buchez porte sur les catégories premières de l'Economie politique anglaise et sur la méthode individualiste qu'elle suit pour les fonder. D'une part, en imposant et naturalisant la division de la société entre deux classes à la base de son modèle, elle sépare l'économie de la morale en n'abordant jamais cette division sous l'angle de la justice. D'autre part, sa méthode qui attribue aux individus des comportements égoïstes et

matérialistes tend à faire de ce comportement un invariant universel alors qu'il dépend, selon P. Buchez, des contextes sociaux. Ainsi, l'Economie politique anglaise est-elle à la base d'une société à la fois injuste et matérialiste. La concurrence qu'elle promeut entre les capitalistes (les propriétaires des capitaux), d'une part, et entre les travailleurs, d'autre part, condamne ces derniers à « s'offrir au plus bas prix ». La liberté qu'elle défend en absence de toute croyance commune fait que « personne ne pense aux autres, si ce n'est pour en faire des sujets d'exploitation ».

Chez K. Marx, la critique de l'Economie politique suit un autre chemin. Son assise repose sur la démonstration de l'erreur qu'elle commet dans l'analyse de la valeur de la marchandise tout en reconnaissant à celle-ci d'avoir largement ouvert, avec D. Ricardo en particulier, le chemin de son étude scientifique. Le lien entre la critique de l'Economie politique et les élaborations théoriques de K. Marx est particulier en deux sens par rapport à notre grille de lecture. D'une part, sa critique prépare fondamentalement une théorie de la valeur de la marchandise en régime capitaliste alternative à l'Economie politique et non pas une alternative théorique au capitalisme qui n'occupe que les marges de son œuvre théorique comme on le verra plus loin. D'autre part, si sa critique de l'Economie politique est bien un point de départ, ainsi se nomment deux écrits de K. Marx de 1857 et 1859 qui précèdent de dix ans la publication en allemand du livre I du capital, sa critique n'a véritablement été établie qu'une fois achevée sa théorie de la valeur de la marchandise en régime capitaliste. Si elle est un point de départ, sa critique de l'Economie politique est aussi un point d'arrivée de son œuvre théorique. Cette critique, on en trouve un condensé dans une note que K. Marx ajoute dans la section sur le fétichisme de la marchandise : « *L'insuffisance de l'analyse que Ricardo a donnée de la grandeur de la valeur – et c'est la meilleure – sera démontrée dans les livres III et IV de cet ouvrage. Pour ce qui est de la valeur en général, l'économie politique classique ne distingue jamais clairement ni expressément le travail représenté dans la valeur (d'échange) et le même travail en tant qu'il se présente dans la valeur d'usage du produit* » (p. 615). Bien que notre relecture des œuvres économiques de K. Marx soit exploratoire, sans prétention donc à des propositions définitives, nous suggérons ici une clé d'interprétation de sa critique.

Si comme D. Ricardo, K. Marx affirme que la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production, il montre que cette propriété n'est pas due à la capacité du travail de produire des biens utiles (des valeurs d'usage) mais est liée à sa qualité de travail socialement abstrait qu'il prend dans le mode de production capitaliste où la valeur

qui compte n'est pas la valeur d'usage (celle-ci est seulement une « pré condition »), mais la valeur argent de la marchandise dans le cycle A-M-A'. Aussi, la théorie de la valeur de l'Economie politique classique est-elle adaptée à des rapports sociaux où l'échange se passe entre des travailleurs indépendants (Marx parle alors de « travail immédiat ») et dans lesquels la valeur est guidée par la valeur d'usage selon le cycle M – A – M. En effaçant l'historicité du mode de production capitaliste qu'elle analyse sous l'universel de l'échange marchand, l'Economie politique classique accomplit une mystification et entretient le fétichisme de la marchandise liée au régime capitaliste libéral de production.

Enfin, pour P.-J. Proudhon, dont on sait les liens difficiles avec K. Marx, la critique de l'Economie politique suit encore d'autres chemins. De manière là encore très partiel, nous ne suivrons pas le chemin qu'il trace au début de son œuvre, dans *Philosophie de la Misère*, mais nous parcourons celui qu'il emprunte dans sa dernière œuvre, publiée à titre posthume sous le titre *De la capacité politique des classes ouvrières* (1865).

Après avoir noté le règne du « régime d'insolidarité mutuelle », allant « de l'exploitation des compagnies à l'exploitation du Gouvernement », P.-J. Proudhon se réfère aux partisans de la mutualité qui, dit-il, empruntent aux économistes le principe de liberté mais s'en séparent en tant qu'ils introduisent la mutualité : « Ils reconnaissante, volontiers, avec les économistes de l'école purement libérale, que la liberté est la première des forces économiques (…) mais que la où la liberté ne peut atteindre, le bon sens, la justice et l'intérêt général recommandent de faire intervenir la force collective, qui n'est autre ici que la mutualité même » (p. 104). Plus précisément, la critique de P.-J. Proudhon conteste le bien fondé de la loi de l'offre et de la demande : « à chaque pétition de réforme, l'économie conservatrice et malthusienne ne manque jamais d'opposer la loi suprême de l'offre et de la demande. C'est son grand cheval de bataille, son dernier mot. Essayons donc d'en faire la critique et de prouver que tout n'est pas infaillible et respectable dans cette fameuse loi. » Cette critique trouve toute sa force dans ce qu'il nomme « la lutte du capital contre le travail » en interrogeant à propos de la détresse ouvrière qu'elle engendre : « que dit la science, je parle de la science officielle ? Rien. Elle rabâche son éternelle loi de l'offre et de la demande ; loi menteuse, dans les termes où on la pose, loi immorale, propre seulement à assurer la victoire du fort contre le faible, de celui qui a contre celui qui n'a pas » (p. 116).

Ces trois critiques de l'Economie politique, au-delà de leurs larges différences et en dépit du caractère partiel de notre relecture, révèlent deux points communs : elles s'attaquent à la naturalisation du capitalisme libéral par l'Economie politique classique et à la normalisation de la condition ouvrière qui en découle. Pour ces auteurs, il n'y a pas de nature libérale et le travail n'est pas condamné à la condition misérable qui est la sienne dans le capitalisme libéral.

1.2 Le travail émancipé des alternatives

Sur leur base critique de l'Economie politique (anglaise), nos trois auteurs développent au point d'arrivée de leurs œuvres des modèles de l'ESS comme alternative au capitalisme (cf. tableau 2). Nous privilégions ici l'axe théorique fortement mobilisé par P.-J. Proudhon autour de sa conception de la mutualité mais seulement évoqué en marge du *Capital* par K. Marx quand il se réfère à une « réunion d'hommes libres ». Enfin, P. Buchez nous impose de nous déplacer du côté de l'axe empirique où il imagine deux organisations alternatives, celle de l' « association ouvrière de production » et celle du capitalisme régulé.

Tableau 2 : Le point d'arrivée des alternatives au XIXe siècle

	Critiques du capitalisme	Alternatives au capitalisme
Théories économiques	Critique de l'Economie politique	« La mutualité » chez P.-J. Proudhon « La réunion d'hommes libres » chez K. Marx
Pratiques et organisations économiques		« L'association ouvrière de production » et « le capitalisme régulé » chez P. Buchez

Si la mutualité chez P-J. Proudhon est associée à la « Démocratie ouvrière »[2], c'est en tant qu'elle est un principe général des relations économiques. Comme tel, « la vraie mutualité est, nous l'avons dit, celle qui donne, promet et assure service pour service, valeur pour valeur, crédit pour crédit, garantie pour garantie ; qui, partout substituant un droit rigoureux à une charité languissante, la certitude du contrat à l'arbitraire des échanges (…), rendant le risque commun, tend systématiquement à organiser le principe même de la justice en une série de devoirs positifs, et pour ainsi dire de gages matériels » (p. 101-102). Si ce principe général se décline naturellement au niveau de la relation d'assurance, P.-J. Proudhon consacre un long chapitre VIII à l' « application du principe de mutualité au travail et au salaire ».

Ce chapitre commence par une interrogation : « et la mutualité, dont nous nous sommes déjà servis pour réformer l'assurance et faire une correction heureuse à la loi de l'offre et de la demande, ne peut-elle rien nous donner ? Comment en faire l'application au travail et au salaire ? » La réponse qu'il développe dans ce volumineux chapitre mériterait d'être suivie pas à pas. Nous en retiendrons l'essentiel. Et, d'abord, la démarcation entre la mutualité et l'association (ou la communauté), laquelle repose sur la mise en commun (des moyens de production ou encore du risque) : à l'inverse, « pour qu'il y ait mutualité parfaite, il faut donc que chaque producteur, en prenant certain engagement vis-à-vis des autres, qui de leur côté s'engagent de la même manière vis-à-vis de lui, conserve sa pleine et entière indépendance d'action. » (p. 113). Autrement dit, ce que souhaite résoudre P.-J. Proudhon avec l'application du principe de mutualité au travail, c'est « le problème du travail libre et du juste salaire » (p. 114). Pour P.-J. Proudhon, la résolution de ce problème ne peut pas être la solution d'une équation politique : « Mais il n'est pas moins claire que cette grande équation politique (la démocratie de 1789) ne nous donne pas le mot de l'énigme : quel rapport entre le droit de suffrage, par exemple, et la fixation du juste salaire ? Entre l'égalité devant la loi et l'équilibre des services et des produits » (p. 114-115).

Après la solution politique, P.-J. Proudhon rejette la solution de l'Economie politique où, à cette question, « l'offre et la demande, répond imperturbablement l'économiste de l'école anglaise, le disciple d'A. Smith, de Ricardo et de Malthus. N'est-ce pas impatientant de bêtise ? » (p. 115). Le principe de mutualité conduit à la réponse suivante : « Pour apprécier

[2] Pour P.-J. Proudhon, la mutualité s'établit par la démocratie ouvrière : « reprenons cette idée de mutualité, et voyons ce que, sous la pression des évènements et d'après les lois de la logique, la Démocratie ouvrière s'apprête à en faire » (p. 100).

équitablement la journée d'un travailleur, il faut savoir de quoi elle se compose, quelles quantités entre dans la formation du prix, s'il ne s'y rencontre pas des éléments étrangers, des non-valeurs. » (p. 116). Cette idée de non-valeurs dans le prix du travail est complètement liée au principe de mutualité. L'exemple qu'en donne P.-J. Proudhon permet de le comprendre : « Mais dans l'usage, ce n'est point ainsi que les choses se passent : il est une foule de circonstance où nous payons en sus de la valeur du produit du service demandé, tant pour le rang, la naissance, l'illustration, les titres, honneurs, dignités, la renommée, etc. (…) Pendant qu'on exagère le revenu des uns par la haute opinion que l'on se fait de leurs fonctions et de leurs personnes, un bien plus grand nombre voit réduire presqu'à rien ses salaires et sa nourriture par le mépris qu'on fait de ses services et l'état d'indignité dans lequel il est systématiquement tenu. L'un est la contrepartie de l'autre. L'aristocratie suppose la servitude. » (p. 117)

Il nous faut encore citer P.-J. Proudhon dans son application du principe de la mutualité au travail : « Puis donc que nous sommes en démocratie, que nous jouissons tous des mêmes droits, que la loi nous accorde à tous faveur et considération égales, je conclus que quand nous nous occupons d'affaires, toute question de préséance doit être écartée, et qu'en mettant réciproquement à prix nos services, nous ne devons avoir égard qu'à la valeur intime du travail (…) Si en pareil transaction, il y aurait une faveur à accorder, ce serait comme l'a dit Fourier, aux travaux pénibles qui choquent notre délicatesse et répugnent à l'amour-propre. Un richard a la fantaisie de me prendre pour valet de chambre. Donc comme je n'entends pas être humilié, je mettrai une condition à mon service : c'est que l'homme qui désire m'avoir pour domestique me paye 50 pour 100 de son revenu. Hors de là nous sortons de la fraternité, de l'égalité, de la mutualité : j'irai jusqu'à dire que nous sortons de la justice et de la morale. Nous ne sommes plus démocrates ; nous sommes une société de valets et d'aristocrates. » (p. 119-120).

Quand on supprime les non-valeurs, en rétablissant contre l'usage le principe moral de la mutualité, de quoi se compose alors le juste salaire d'un travailleur ? En faisant un détour très éclairant par Pascal, P.-J. Proudhon n'en déduit pas la stricte égalité des salaires. Pour lui, « l'utilité seule du produit, la qualité, le travail et les frais qu'il coûte doivent ici entrer en compte » (p. 125). Et, de conclure, « L'évaluation des travaux, la mesure des valeurs, sans cesse renouvelée, est le problème fondamental de la société, problème que la volonté sociale et la puissance de collectivité peuvent seules résoudre. » (p. 125).

La critique de l'Economie politique chez K. Marx fonde une nouvelle théorie du capitalisme qui conduit à montrer le dépassement de ce dernier sous l'effet de ses contradictions. Sur le plan théorique, K. Marx n'a pas vraiment abordé la question de la valeur telle qu'elle se poserait dans la société post-capitaliste puisque l'histoire n'en avait pas encore accouchée, se concentrant plutôt sur l'action politique favorisant son avènement. C'est d'ailleurs sur ce point que porte sa critique des théories et pratiques de la coopération, qui ne voient pas que l'alternative requiert une prise de pouvoir politique. Après ce rappel, nous en resterons au seul axe théorique où, dans un court paragraphe, K. Marx imagine à l'horizon de la longue durée un mode de production alternatif au capitalisme.

« Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social. Tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement (…) Le produit des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée, et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique de la société. » (p. 613)

Dans cette société imaginée, le travail social n'est plus mobilisé pour produire la valeur argent et la plus-value mais selon un plan concerté qui le destine à des « produits utiles ». Selon K. Marx, l'histoire devrait en accoucher selon un long et douloureux processus : « La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social. Mais cela exige dans la société un ensemble de conditions d'existence matérielle qui ne peuvent être elles-mêmes le produit que d'un long et douloureux développement. » (p. 614). Ce que Marx appelle par ailleurs « la société coopérative » ou « la société communiste » (p. 1418) dessine un horizon éloigné. P. Buchez va nous ramener à l'ici et maintenant.

La critique de l'Economie politique que formule P. Buchez le conduit moins à une nouvelle théorie économique qui dessinerait une alternative à l'Economie politique qu'à développer des formes d'organisations économiques conformes à ce qu'il nomme le « collectisme ». Son

alternative se déploie donc sur l'axe empirique où elle se dédouble : pour les industries de métiers dont les travailleurs sont qualifiés, P. Buchez propose de créer « des associations de production » ; pour la grande industrie et ses travailleurs déqualifiés, il envisage d'aller vers un capitalisme régulé.

Pour la production artisanale et la petite industrie, P. Buchez (1831, cité par C. Ferraton) propose pour chaque spécialité la création d'une association de production répondant aux quatre règles suivantes :

a) les ouvriers décident et contrôlent la production. Un premier capital collectif nécessaire à l'exploitation est constitué.
b) les salaires sont payés à la tâche ou à la journée suivant les compétences individuelles
c) les intérêts du capital sont pour 80% répartis entre les associés (en fonction de leur quantum de travail) et les caisses de secours, et 20% restants vont au capital social de l'association
d) le capital social est inaliénable et augmente de 20% chaque année des bénéfices générés par l'association. Il permet de résoudre le problème de l'héritage.

Différemment, pour la grande industrie, P. Buchez envisage la formation de syndicats régionaux et professionnels, composés des représentants des ouvriers salariés et des employeurs, et présidés par des délégués des pouvoirs publics qui auraient pour fonction de déterminer le niveau des salaires. Au capitalisme libéral, P. Buchez substitue un capitalisme régulé.

Au total, à la critique du travail exploité de l'Economie politique répond le travail émancipé des alternatives au capitalisme libéral. Un siècle et demi plus tard, à l'heure d'une nouvelle crise du capitalisme libéral, le thème de l'ESS comme alternative au capitalisme est redevenu d'actualité. Mais, dans ces débats, la critique de la théorie économique, en lien notamment avec la question du travail, n'est que rarement abordée pour asseoir les voies alternatives. Celles-ci souffrent alors, selon nous, d'un déficit théorique qui en réduit la portée.

2. Critiques de la science économique et nouvelles alternatives

Puisque la théorie économique joue un rôle performatif, le déficit de théorie économique de l'ESS affaiblit la portée de ses alternatives en les privant du poids symbolique des mots. Ce déficit vient, en partie, d'un abandon du terrain de la critique de la théorie économique par les économistes de l'ESS. Deux pistes sont ici proposées pour réinvestir le terrain de la critique de la théorie économique qui, chacune, débouche sur une théorie alternative : celle, d'une part, qui vise la firme néoclassique et lui substitue la firme autogérée ; celle, d'autre part, qui vise l'équilibre général concurrentiel (EGC) libéral pour lui substituer une version mutualiste de l'EGC. La première donne un écho contemporain aux écrits de K. Marx alors que la seconde actualise les écrits de P.-J. Proudhon.

2.1 L'économie de marché autogérée

Cette première piste n'est pas vraiment nouvelle puisqu'elle correspond à des travaux qui ont été réalisés des années 1950 aux années 1980. Toutefois, ces travaux avec la chute du mur de Berlin se sont quelque peu taris et, surtout, ne sont jamais passés dans le savoir de base de l'économiste, celui qui est enseigné. Nous ne ferons donc ici que reprendre ces travaux, en particulier un article de J. Drèze (1984), pour montrer l'intérêt de leur redécouverte et, ce faisant, la nécessité d'introduire le modèle de la firme autogérée dans le savoir de base des économistes comme une théorie alternative au capitalisme.

Dans son article, J. Drèze modélise, en s'inscrivant dans la théorie de l'EGC, une économie de marché autogérée dont les unités de production sont donc des firmes autogérées en lieu et place des firmes capitalistes maximisant leur profit pour l'actionnaire auxquelles se réfère la théorie néoclassique dominante. La différence ne vient donc pas de la nature des relations entre firmes, modélisées dans les termes de la concurrence parfaite où les prix des biens sont des données pour les agents économiques. Par contre, considérer que toutes les relations de production se font à l'intérieur de firmes autogérées prévient la critique que K. Marx adressait à la coopération puisque l'économie de marché autogérée est une manière de modéliser ce que K. Marx appelait la société coopérative.

Afin de faire ressortir la différence entre les deux modélisations, considérons une économie simplifiée de court terme avec le bien de consommation produit par les firmes en quantité y, sur la base d'un bien de production (équipement…) en quantité k fixe à court terme et d'une quantité z de travail selon la fonction de production de court terme $y = f(z)$. Les prix concurrentiels unitaires de ces biens sont respectivement notés p_y, p_k et p_z. Alors que la firme néoclassique capitaliste maximise son profit dont on précise rarement dans les manuels qu'il est redistribué aux actionnaires au prorata de leurs droits de propriété, la firme autogérée maximise la valeur ajoutée par travailleur comme l'indique le tableau 3 :

Tableau 3 : L'Economie politique des firmes

Comportement de la firme autogérée :	Comportement de la firme capitaliste :
$Max\frac{Va}{z} = \frac{p_y y - p_k k}{z}$ $y = f(z)$ et $z = \sum_i z^i$	$Max\Pi = p_y y - p_k k - p_z z$ $y = f(z)$ et $z = \sum_i z^i$

En quoi le modèle de la firme autogérée est-il une critique du modèle néoclassique de la firme capitaliste ? Comme le montre la comparaison, la critique ne porte ni sur les marchés, dans les deux cas concurrentiels, ni sur le travail comme source de la richesse puisque dans les deux cas nous trouvons la formalisation, avec l'équation $y = f(z)$, de cette idée ancienne énoncée déjà par A. de Montchrétien, dans le premier *Traité d'Economie politique* (1615) qu'il n'y a de richesse que d'hommes. La différence se situe dans l'écriture de la finalité de la firme. La logique du profit fait du travail une marchandise à l'image des autres biens de production dont la firme capitaliste va chercher le coût minimum : on retrouve la loi du minimum énoncée par K. Marx. La logique de la valeur ajoutée par travailleur ne fait pas du travail une marchandise et sa rémunération, comme dans la « réunion d'hommes libres », devient une part de la valeur ajoutée. Si on adopte la règle de P. Buchez, chaque travailleur de la firme autogérée recevra un revenu égal à : $\frac{z^i}{z}Va$. Au final, s'il n'y a de richesse que d'hommes, celle-ci n'obéit pas à la même construction sociale dans l'*Economie politique du capital* et dans l'*Economie politique du travail* pour reprendre les expressions de K. Marx. Cette richesse devient profit pour l'actionnaire dans la première forme sociale, elle devient une part de la valeur ajoutée pour le travailleur sociétaire dans la seconde forme sociale. La critique que porte le modèle de

la firme autogérée à l'égard du modèle néoclassique est donc celle du travail transformé en marchandise par la logique capitaliste du profit.

Après la firme autogérée, J. Drèze modélise l'économie de marché autogérée en reprenant le cadre de la théorie de l'EGC. Sans entrer ici dans cette modélisation, nous en retiendrons les démonstrations auxquelles elle aboutit : l'économie de marché autogérée contient un équilibre général des marchés et cet équilibre général exhibe la propriété de l'optimalité parétienne. Du point de vue de l'efficacité économique (équilibre et optimalité), l'autogestion fait aussi bien que le capitalisme avec les mêmes restrictions quant aux conditions à réunir pour établir ses démonstrations.

Pour finir, nous ferons deux remarques en lien avec la perspective de réformer la science économique pour qu'elle place au cœur de ses modélisations l'économie de marché autogérée. La première remarque précise que la critique du modèle de la firme néoclassique ne fait pas de ce dernier le point de départ de la science économique, par rapport auquel le modèle de la firme autogérée serait toujours secondaire. En effet, la modélisation de la firme autogérée s'appuie sur un modèle plus élémentaire qui est celui de la firme indépendante où l'on retrouve l'autonomie du travail mais sans sa dimension collective. De ce point de vue, J. Drèze suit la même démarche que K. Marx qui comprenait la réunion d'hommes libres en référence à l'économie de Robinson. Si le modèle de la firme autogérée est négativement une critique du modèle de la firme néoclassique, il est positivement une extension en société du modèle de l'autonomie du travail. La seconde remarque est tirée d'un commentaire que fait J. Drèze sur la limite de la modélisation de la firme autogérée. Celle-ci ne tient pas compte de la différence qualitative entre le travail offert par le salarié de l'entreprise capitaliste et le travail alloué par le travailleur sociétaire de la firme autogérée. Cette dimension qualitative ne peut vraiment être captée qu'en restituant les mots des acteurs qui doivent donc faire partie, au-delà de leurs démonstrations, de l'interprétation de ces modèles.

2.2 L'Equilibre Général Concurrentiel mutualiste

A la suite des deux ouvrages de Ph. Kourilsky, *Le temps de l'altruisme* (2009) et *Le manifeste de l'altruisme* (2011), nous avons transposé son concept d'altruité dans le corpus de la théorie de l'EGC. Plus précisément, après avoir réinscrit la microéconomie dans ses fondations de

philosophie politique et morale selon la perspective ouverte par A. Sen (2004), l'introduction de l'altruité, ce devoir naturel et rationnel, aux côtés de la liberté et de l'égalité qui sont des droits naturels, conduit à développer un modèle d'EGC post-libéral (cf. H. Defalvard, 2011). L'altruité apporte ainsi des fondements microéconomiques à l'ESS. Elle a, de plus, comme nous l'avions souligné, une proximité avec le concept de mutualité chez P.-J. Proudhon. Nous allons ici continuer à développer cette lignée de travaux en proposant d'intégrer cette fois le concept de mutualité, tel que P.-J. Proudhon l'applique au travail, dans le cadre théorique de l'EGC.

Conformément à notre modélisation de base, nous partirons d'une économie réelle avec deux individus vivant, dans un premier temps, séparé, chacun dans un coin d'une île pour reprendre l'exemple de R.-A. Turgot. En rappelant, que la séparation n'est pas ici une fiction irréelle mais un mode social de la rencontre qui privilégie l'autonomie individuelle, en en faisant la valeur cardinale de la société. Chaque individu produit et consomme dans un premier temps deux biens en autarcie en fonction de ses préférences (représentées par une fonction d'utilité) et de ses capacités techniques (représentées par une fonction de production pour chaque bien). Chaque individu alloue alors son temps de travail, on raisonne sur une journée de 6 heures de travail pour chacun. Comme, dans l'exemple, chacun a les mêmes préférences sur les biens qui sont également évaluées, et comme chacun a des capacités techniques inverses de l'autre (voir encadré 1), chacun décide alors pour utiliser au mieux ses 6 heures de travail, de produire et de consommer les quantités suivantes de biens :

Individu 1 : $x_1^1* = 6$ pour le bien 1 et $x_2^1* = 3$ pour le bien 2

Individu 2 : $x_1^2* = 3$ pour le bien 1 et $x_2^2* = 6$ pour le bien 2

Imaginons maintenant, dans cette société de la séparation, que du fait de sa localisation dans l'île l'individu 1 subit une dégradation de sa valeur sociale dont la contrepartie est le bénéfice pour l'individu 2 d'une valeur sociale plus élevée. Nous introduisons de cette manière les non valeurs de P.-J. Proudhon : pour l'individu 1, la non valeur est une moins-value alors que pour l'individu 2 elle est une plus-value. Admettons que le déficit de valeur subi par l'individu 1 du fait de sa localisation dans l'île (cela pourrait être un autre trait) se traduise par des taux de moins-value de 50% pour les résultats de son activité. On note $k_1^1 = k_2^1 = 0{,}5$ ces taux de moins-value. La valorisation sociale de ses activités devient :

$\varpi_1^{1MV} = 6 \times (1 - 0{,}5) = 3$ pour le bien 1

$\varpi_2^{1MV} = 3 \times (1 - 0{,}5) = 1{,}5$ pour le bien 2

Il en résulte pour l'individu 2 l'apparition de plus-values :

Pour son bien 1 une plus-value + 100% :

$6 \times (1 - 0{,}5) + 3 \times (1 + k_1^2) = 9 \quad \Rightarrow \quad k_1^2 = 2$ (soit + 100%)

Pour son bien 2 une plus-value de + 25% :

$3 \times (1 - 0{,}5) + 6 \times (1 + k_2^2) = 9 \quad \Rightarrow \quad k_2^2 = 1{,}25$ (soit + 25%)

Encadré 1 : Les comportements individuels

Modèle de l'individu 1

$$MaxU^1 = x_1^1 x_2^1$$
$$s.c.\ y_1^1 = 2L_1^1$$
$$s.c\ y_2^1 = L_2^1$$
$$s.c.\ \overline{L^1} = L_1^1 + L_2^1$$

Modèle de l'individu 2

$$MaxU^2 = x_1^2 x_2^2$$
$$s.c.\ y_1^2 = L_1^2$$
$$s.c.\ y_2^2 = 2L_2^2$$
$$s.c.\ \overline{L^2} = L_1^2 + L_2^2$$

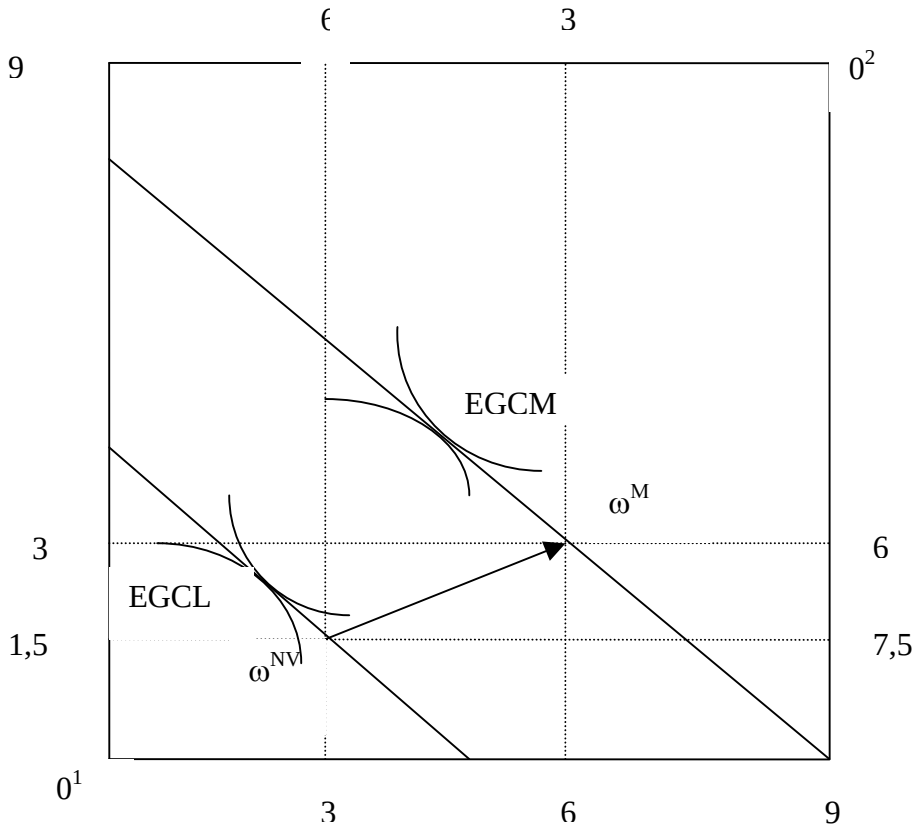
La nouvelle évaluation des richesses sociales de l'individu 2 est désormais :

$\varpi_1^{2PV} = 3 \times (1 + k_1^2) = 6$ pour le bien 1

$\varpi_2^{2PV} = 6 \times (1 + k_2^2) = 7{,}5$ pour le bien 2

L'EGC libéral est alors l'équilibre qui résulte de la liberté des marchés sans correction des non valeurs. Il est représenté dans la boîte d'Edgeworth sur le graphique 1 où il est associé à une évaluation des activités avec des non valeurs, soit ϖ^{NV}. A l'EGC libéral, l'individu 1 consomme 2,25 unités de chaque bien, pénalisé par les moins-values sociales qu'il subit, alors que l'individu 2 consomme 6,75 unités de chaque bien, avantagé par les plus-values sociales dont il bénéficie. Le principe de la mutualité appliqué au travail corrige la valeur des activités de chacun des fausses valeurs que l'aristocratie sociale a fabriquées. La liberté des marchés corrigée du principe de mutualité aboutit à un nouvel équilibre, l'EGC mutualiste. Sur le graphique 1, il est associé à une valorisation des activités défaite des non valeurs, qui déplace l'origine de l'échange social au point ϖ^{M}. A l'EGC mutualiste qui en résulte, chacun des individus consomme 4,5 unités des biens 1 et 2.

Graphique 1 : EGC Libéral versus EGC Mutualiste



La critique de l'EGC libéral, le seul enseigné dans les manuels de microéconomie, porte sur la toute puissance de la liberté des marchés qui, de manière mécanique, est censée produire le meilleur des mondes. Le mutualisme, au contraire, considère que la liberté des marchés peut conduire au meilleur comme au pire. Qu'elle n'est donc pas un principe autosuffisant pour organiser les relations économiques. Notamment celles-ci doivent être nettoyées des non valeurs qui y ont cours et qui ont leur cause dans une évaluation sociale faussée des activités et du travail à l'aune de la métrique de la mutualité.

Conclusion

Quels repères offrent les deux critiques de l'EGC libéral, celle issue du modèle de la firme autogérée et celle issue du principe de la mutualité, pour éclairer les alternatives de l'ESS au capitalisme ici et maintenant?

Celui d'abord du degré de dé-marchandisation du travail. Depuis le siècle de la nuit des prolétaires, c'est moins l'ESS que l'Etat social qui, après la seconde guerre mondiale, a opéré la dé-marchandisation du travail comme l'ont montré les travaux de Esping Andersen (1999). Ainsi la condition salariale, par le jeu combiné des cotisations sociales et de la redistribution (cf. Landais, 2011), a obtenu des protections qui mettent le travailleur à l'abri du capitalisme libéral. Et c'est bien le regain de ce dernier depuis les années 1980 contre l'Etat social qui a remis en selle l'ESS comme alternative au capitalisme. Mais ce serait tomber dans une impasse que de penser les alternatives de l'ESS comme des substituts à l'Etat social dans un jeu de vase communicant. Au contraire, ces deux alternatives doivent être pensées comme un jeu à somme positive. Les deux formes de dé-marchandisation du travail qu'elles proposent doivent entrer dans une nouvelle alliance. Par exemple, pour l'Etat social mieux protéger les salariés licenciés en taxant de manière forte les licenciements boursiers et les non-valeurs de la finance. Pour l'ESS, développer des stratégies d'emploi durable qui pourraient être en partie financées par des bonus publics ou dont le coût pourrait être mutualisé à l'échelle d'un territoire.

Celui ensuite du degré des non-valeurs dans la valorisation sociale des activités et du travail. L'écart des revenus entre le dernier décile, et plus encore entre le dernier centile et les autres a explosé avec le règne de la nouvelle aristocratie financière. Si son épicentre réside dans le système financier (y compris les banques), cette nouvelle aristocratie a ses relais aussi bien dans l'entreprise (dirigeants et cadres dirigeants) que dans l'Etat, sans lesquels le pouvoir de la finance n'aurait pu devenir ce qu'il est aujourd'hui. L'ESS comme alternative, c'est un écart des salaires maîtrisé, non contaminé par les vents mauvais de la finance libéralisée. Dans la charte des entrepreneurs sociaux, il y a l'engagement d'un écart des salaires ne dépassant pas un à dix. Dans cet intervalle, nous sommes encore en démocratie. C'est dire que nous en sommes loin aujourd'hui dans bien des cas : en 2010, le dirigeant d'EDF a perçu un salaire annuel de 1,6 millions d'euros, 100 fois le SMIC.

Pour constituer une alternative, l'ESS doit être en mesure de proposer une autre théorie pour l'économie que la théorie libérale qui légitime le capitalisme libéral et, ce faisant, comme P. Buchez l'avait déjà vu, en propage le modèle. Deux pistes ont ici été dégagées dans cette voie. Elles portent la critique sur le terrain théorique en s'attaquant au concept de profit qui marchandise le travail et à l'idée d'auto-organisation des marchés par la seule liberté qui peut conduire au règne des non-valeurs. L'ESS comme alternative au capitalisme libéral propose ainsi une autre théorie de la valeur et d'autres fondements micro-économiques. Elle est une réforme en profondeur de la science économique telle qu'elle est enseignée dans les manuels de microéconomie tous forgés dans le moule anglo-saxon.

Bibliographie

Buchez P. (1831) : « Economie politique », *Journal des sciences morales et politiques*, 1ère série, décembre.

Cochoy et M. Grossetti (2008), « Autour de Harrison White : liens, marchés et nouvelles sociologies économiques », *Sciences de la société*, n°73.

Defalvard H. (2011), « Liberté, égalité et altruité : fondements microéconomiques de l'ESS », *Cahier de la Chaire ESS-UPEMLV*, Erudite.

Draperi J.-F. (2009), *L'année de l'ESS, 2010, une alternative à redécouvrir en temps de crise*, Dunod.

Drèze J. (1984), « Equilibre général et autogestion », *Revue européenne des sciences sociales*, p. 209-229.

Esping Andersen (2007), *Les trois mondes de l'Etat-providence*, Puf. (édition anglaise 1999).

Ferraton C. (2007), *Associations et coopératives, une autre histoire économique*, Erès.

Jessua, Cl. (2006), *Le capitalisme*, Que sais-je ? Puf.

Kourilsky Ph. (20O9), *Le temps de l'altruisme*, Odile Jacob.

Kourilsky Ph. (2011), Le manifeste de l'altruisme, Odile Jacob.

Landais C., Piketty Th. et Saez E., 2011, *Pour une révolution fiscale*, La République des idées, Le seuil.

Marx K. (1867), *Le Capital*, dans Œuvres Economiques, La Pleiade, Gallimard (1967).

Proudhon P.-J. (1865), *De la capacité politique des classes ouvrières*, Editions du Trident (1989).

Sen A. (2004), *Ethique et économie*, Puf.

Sismondi J. de (1819), *Nouveaux principes d'économie politique*, (éditions Calmann-Lévy, 1994).

Stiglitz J. (2010), *Le triomphe de la cupidité*, Les liens qui libèrent.

Vergara F. (2002), *Les fondements philosophiques du libéralisme*, La Découverte.